

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 29497
Numéro SIREN : 844 320 945
Nom ou dénomination : 3C Conseils

Ce dépôt a été enregistré le 06/12/2019 sous le numéro de dépôt 140926

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 06-12-2019

N° DE DEPOT : 2019R140926

N° GESTION : 2018B29497

N° SIREN : 844320945

DENOMINATION : 3C Conseils

ADRESSE : 90 avenue d'Iéna 75116 Paris

DATE D'ACTE : 19-11-2019

TYPE D'ACTE : Décision(s) de l'associé unique

NATURE D'ACTE : Extension de l'objet social

3C Conseils

Société par actions simplifiée unipersonnelle

Au capital de 100 euros

Siège social : 90 Avenue de Iéna 75116 Paris

SIREN : 844 320 945

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 19 NOVEMBRE 2019

L'an deux-mille dix-neuf,
Et le dix-neuf novembre,
A onze heures,

Monsieur CAPLIEZ Cyril, associé unique de la SAS 3C Conseils, au capital de 100€, dont le siège social se situe au 90 Avenue de Iéna 75116 Paris, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 844 320 945,

A pris les décisions suivantes relatives à la modification de l'objet social des statuts.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide d'étendre, à compter du 11 novembre 2019 l'objet social aux activités suivantes :

- La prise de participations et l'exploitation d'activités dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme.
- Autres services de réservation et activités connexes : autres services de réservation liés aux voyages ; locations et réservations de biens immobiliers en courte ou moyenne durée ;

En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit :

« La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- Activités de conseils en stratégie, management, gestion, développement, marketing, communication, relations institutionnelles et affaires publiques,

CC

- La prise de participations et l'exploitation d'activités dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme;

Autres services de réservation et activités connexes : autres services de réservation liés aux voyages ; locations et réservations de biens immobiliers en courte ou moyenne durée ;

- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de créations de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement. »

DEUXIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.

Et de tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président



CAPLIEZ Cyril,

Président

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 06-12-2019

N° DE DEPOT : 2019R140926

N° GESTION : 2018B29497

N° SIREN : 844320945

DENOMINATION : 3C Conseils

ADRESSE : 90 avenue d'Iéna 75116 Paris

DATE D'ACTE : 19-11-2019

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

JC Conseils

Société par actions simplifiée unipersonnelle

Au capital de 100 euros

Siège social : 90 Avenue de l'Éna 75116 Paris

SIREN : 844 320 945

STATUTS

(mis à jour le 19 novembre 2019)

**CERTIFIÉ
CONFORME**



à l'apport

Société par actions simplifiée unipersonnelle

au capital de 100 euros

Siege social : 90 avenue d'Iena 75116 Paris

Le soussigné :

Si l'associé unique est une personne physique

Monsieur CARLIEZ Remy

Né le 15 novembre 1968 à Donaueschingen (Allemagne RFA)

Demeurant au 90 avenue d'Iena 75116 Paris

De nationalité Française

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il (ou elle) a décidé d'instituer.

TITRE I

FORME JURIDIQUE - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DURÉE

Article 1 - Forme : *à compléter*

La société est une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Objet : *à compléter*

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- Activités de conseils en stratégie, management, gestion, développement, marketing, communication, relations institutionnelles et affaires publiques,
- La prise de participations et l'exploitation d'activités dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme;
- Autres services de réservation et activités connexes : autres services de réservation liés aux voyages ; locations et réservations de biens immobiliers en courte ou moyenne durée ;
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de créations de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Article 3 - Dénomination sociale *(clause obligatoire)*

La dénomination sociale de la société est : 3C Conseils

Et pour sigle : 3C Conseils

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « S.A.S.U. » et de l'énonciation du montant du capital social

Article 4 - Siège social *(clause obligatoire)*

Le siège social de la société est fixé au 90 avenue d'Iéna 75116 Paris

Le siège social détermine notamment la loi applicable et la compétence des juridictions en cas de litige.

En cas de transfert du siège social sur décision du Président (si le Président n'est pas l'associé unique)

Il peut être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par décision du Président.

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision de l'associé unique

Article 5 - Durée *(clause obligatoire)*

La société est constituée pour une durée de 99 ans qui commence à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut être prorogée, une ou plusieurs fois, par décision de l'associé unique sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans.

Les décisions de dissolution anticipée de la société sont prises dans les mêmes formes que celles indiquées ci dessus.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - TRANSMISSION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Article 6 - Apports *(clause obligatoire)*

L'associé unique, soussigné Cyrille Capliez, a fait les apports suivants à la société :

6.1 - une somme en numéraire de 100 *(cent)* euros, ci 100 *(cent)* euros, correspondant à 10 actions de 10 *(dix)* euros, souscrites en totalité et intégralement

libérées ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le 12 octobre par la Banque Société Général Paris Auteuil 118 rue Jean de la Fontaine.

Cette somme de 100 euros a été déposée le 12 octobre à ladite banque pour le compte de la société en formation.

Article 7 - Capital social *(clause obligatoire)*

Le capital social est fixé à la somme de 100 *(cent)* euros, divisé en 10 actions de 10 euros chacune, de même *catégorie, numérotées de 1 à 10* libérées intégralement et de même catégorie, appartenant toutes à l'associé unique.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

Article 10 – Transmission et indivisibilité des actions

- Transmission

Les actions sont librement négociables.

Les transmissions d'actions consenties par l'associé unique s'effectuent librement. Elles s'opèrent à l'égard de la société et des tiers par virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SON DIRIGEANT - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 11 - Président de la Société

La Société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé unique ou non associé de la Société. Le Président personne morale est représenté par son représentant légal.

L'associé unique peut nommer un tiers à la présidence de la société.

- Désignation

Article 12 - Désignation

Le Président de la société est désigné par décision de l'associé unique, qui fixe son éventuelle rémunération.

Article 13 - Durée des fonctions

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

- Cessation des fonctions

En cas de Président non associé

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique, par lettre recommandée adressée ... mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

Article 14 - Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des domaines expressément réservés par la loi et les présents statuts à l'associé unique.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

La Société est engagée à l'égard des tiers même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

TITRE IV

DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Article 15 - Décisions de l'associé unique

- Domaine réservé à l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- transformation, fusion, scission de la Société ;
- augmentation, réduction ou amortissement du capital ;

- dissolution de la Société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 16 - Exercice social

Si l'exercice coïncide avec l'année civile :

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 17 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 18 - Affectation et répartition du résultat

18.1 - Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi et des présents statuts.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

18.2 - Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE VI

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 19 - Dissolution de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'associé unique.

Lorsque l'associé unique est une personne physique, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

L'associé unique nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et distribuer le solde disponible.

En fin de liquidation, l'associé unique statue sur les comptes définitifs, sur le quitus de la gestion du (ou des) liquidateurs et la (ou les) décharge(s) de son (ou de leur) mandat et constate la clôture de la liquidation.

Article 20 - Contestations

Toutes contestations relatives aux affaires sociales qui pourront surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.